

Pouvoir d'emprunt—Loi

Les frustrations montent lorsque les Canadiens se rendent compte que tous ne contribuent pas dans la même mesure au maintien du système. C'est ce qui crée les disparités et suscite le cynisme. C'est à ce moment que baisse la satisfaction des Canadiens à l'égard de leur pays et de leur sort. Si les gens étaient d'avis que le fardeau est partagé par ceux qui sont devenus riches à la sueur de leur front, il n'y aurait plus d'iniquité.

Selon nos sondages, pour la première fois, les gens commencent à s'identifier à des classes sociales. J'ajoute, en terminant, que les élus devraient y voir le signal d'un très grave péril. Dieu sait qu'il y a eu des luttes et des divergences entre l'Est et l'Ouest du Canada. Il y en a eu aussi entre francophones et anglophones de même qu'entre les autres groupes ethniques. Nous avons toujours tenté de combler le fossé. Le Canada n'a jamais connu les luttes de classes que d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, ont subies. Or, les sondages nous révèlent que, pour la première fois de notre histoire, le clivage commence à s'accroître dans la société canadienne entre les possédants et les démunis. Ce clivage témoigne de deux couches sociales bien définies. J'espère que le gouvernement s'apercevra que le fossé ne cesse de s'élargir entre ces deux couches sociales et qu'il est temps de le combler à nouveau.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, j'ai prêté une oreille attentive au discours du député de York-Ouest (M. Marchi). J'ai le plaisir de siéger à ses côtés au sein du comité permanent du multiculturalisme où nous travaillons de concert sur cet aspect crucial de notre société.

Il a dit, au début de son discours, que le régime fiscal du Canada n'était pas équitable. Il a cité des chiffres de la plus haute importance, notamment les 60 000 sociétés qui, bien que rentables, ne paient pas d'impôts, et il a regretté que le ministre des Finances (M. Wilson) soit incapable de puiser là des recettes qui pourraient facilement servir à réduire le déficit et le besoin d'emprunter, afin d'alléger le fardeau des Canadiens.

Il m'a plu d'entendre le député libéral de York-Est s'exprimer ainsi. Il a dit que les disparités s'accroissent entre les riches, peu nombreux, qui continuent à s'enrichir alors que le nombre des pauvres augmente, mais cette situation ne date pas de 1984. La situation s'est certes constamment aggravée, à tel point que le premier ministre (M. Mulroney) a reconnu l'an dernier que nous étions en train de créer deux Canadas. Il a donné l'alarme quoique, quand on voit ce que fait son gouvernement, on croirait qu'il est pour un Canada prospère tout en permettant l'émergence d'un Canada parallèle, pauvre et sous-développé, et c'est ce qui va arriver. Mais cela date d'avant 1984.

La fiscalité dont il est question ici et qui, je le concède, a tellement empiré, a été établie dans les années 70, lorsque le premier gouvernement Trudeau a cédé aux pressions répétées des sociétés et a abandonné les principes préconisés par la Commission royale d'enquête Carter sur l'impôt. Nous avons

eu les budgets Benson à cette époque, de même que les modifications que le très honorable chef de l'opposition a apportées au régime fiscal il y a une quinzaine d'années en tant que ministre des Finances. C'est à ces gens-là que nous devons le système.

Je trouve plutôt paradoxal que mon bon ami se gargarise d'aussi belles paroles alors que le chef de son parti a sa large part de responsabilité dans l'établissement de ce système qui a eu des répercussions sociales vraiment malheureuses à la fin des années 80. J'invite le député à réagir aux observations concernant les contradictions politiques que doit vivre le parti libéral.

M. Marchi: Madame la Présidente, c'est avec grand plaisir que j'ai appris que le député et moi étions naguère de bons amis.

Des voix: Oh, oh!

Mme Killens: Bien dit.

M. Marchi: Je remercie le député de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp) pour ses observations. Il existe une mosaïque verticale au Canada, pour citer l'ouvrage de Julian Porter, mais je crois que, dans une certaine mesure, le député de Thunder Bay interprète mal ce que j'essaie de faire comprendre à la Chambre. Je ne suis pas ici pour défendre ou excuser un gouvernement antérieur, quel qu'il soit. Je mets au défi le député de revenir à l'époque où le Canada était dirigé par un gouvernement libéral. Nous avons eu l'autre jour les résultats d'un sondage dans lequel on a comparé le gouvernement du premier ministre (M. Mulroney) au gouvernement de M. Trudeau. Ces résultats ont été très révélateurs et ont montré comment les Canadiens comparent le gouvernement libéral au gouvernement conservateur. Tous ceux, et en particulier les néo-démocrates, qui prétendent ne pas voir de différence entre un conservateur et un libéral n'ont qu'à examiner les chiffres et laisser à cette vision du Canada, telle que la reflètent les divers budgets, le soin de répondre à ceux qui soulèvent toutes sortes de questions pour brouiller les pistes.

Compte tenu surtout des attentes créées par ce gouvernement, les Canadiens ont fini par comprendre la différence très simple et très claire qui existe entre un gouvernement libéral et un gouvernement conservateur. Je mets au défi le député de Thunder Bay—Nipigon de me citer un seul cas, sous les divers régimes libéraux, où les régions ont été laissées pour compte comme c'est le cas aujourd'hui. Qu'il m'indique une époque où les queues devant les soupes populaires étaient aussi longues qu'à l'heure actuelle. Qu'il m'indique une époque où le déséquilibre au chapitre de l'impôt sur le revenu était tel qu'une personne gagnant 200 000 \$ a vu ses impôts augmenter de 2 p. 100, tandis qu'une personne gagnant 15 000 \$ a subi une hausse de 60 à 70 p. 100. Je mets au défi le député de pouvoir me répondre là-dessus.